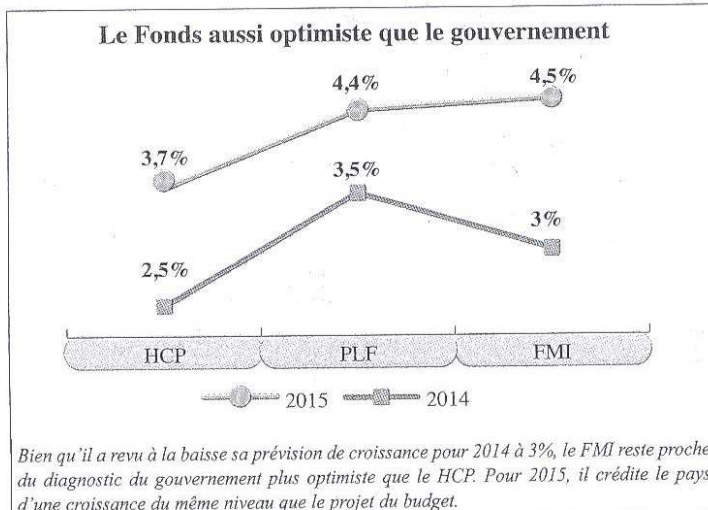


Le FMI croit aux hypothèses du projet du budget

• 4,5% de croissance et 4,3% de déficit budgétaire

• Urgence de la réforme du système de retraites

LE Maroc se porte bien. C'est le constat que dégage l'équipe d'experts du FMI après deux semaines de consultations menées auprès des différents acteurs publics et privés. L'équipe conduite par Jean-François Dauphin dans le cadre de l'article IV s'est attelée à l'examen des politiques ciblant le redressement des fondamentaux et la revue de la ligne de précaution et de liquidité (LPL). Seuls points d'ombre, l'urgence de la réforme du système des retraites et la poursuite de l'assainissement du climat des affaires. Les deux sujets ayant été longuement évoqués avec les syndicats, le patronat et le Conseil économique, social et environnemental.



tiques qui se traduisent par une volatilité des cours des matières premières.

L'inflation reste maîtrisée. Le déficit des transactions courantes se réduit et devrait s'établir à 6 % du PIB à la fin de

viable malgré son aggravation ces deux dernières années.

Mais ce tableau plutôt flatteur n'empêche pas l'Institution de Bretton Woods de revoir à la baisse sa prévision de croissance. Du moins pour l'année 2014. Estimé à 3,5% le 2 octobre dernier contre 3,9%, trois mois auparavant, le taux de croissance prévu par le FMI ne dépasserait pas 3%. Comme les autres organismes nationaux, l'estimation se base sur la contraction de la production agricole.

Néanmoins, l'équipe du FMI juge les hypothèses du projet de loi de finances 2015 «appropriées et cohérentes». D'où sa prévision de croissance sensiblement identique à celle du projet de budget 2015: 4,5%. Et c'est grâce aux activités autres agricoles qui doivent retrouver une tendance normale.

Il n'empêche que le pays reste confronté à des risques extérieurs majeurs induits notamment par la croissance toujours molle en Europe. «Pour mieux accompagner la politique de diversifica-

tion des débouchés, en particulier vers l'Afrique, l'Amérique Latine et l'Europe Orientale, il est recommandé, plus de flexibilité du taux de change. «Une recommandation récurrente qui a été encore une fois examinée avec le gouverneur de Bank Al Maghrib, signale le chef de la délégation du FMI.

Au chapitre de l'assainissement des finances publiques, tel qu'il ressort dans le projet de loi de finances en cours de discussions à la 2e Chambre, le FMI s'aligne plusieurs choix. «Il juge approprié le niveau du déficit budgétaire : 4,3%». Et affiche sa satisfaction quant aux politiques publiques visant l'investissement dans les infrastructures, la santé, l'éducation et la protection sociale. Cela résulte bien évidemment des économies réalisées sur la décompensation partielle du carburant que le Fonds recommande de poursuivre.

Mais beaucoup de chemin reste à faire pour améliorer le climat des affaires, la transparence, la concurrence et la gouvernance. C'est la recette incontournable pour renforcer la compétitivité de l'économie et partant s'assurer une croissance olus forte et inclusive». Surtout, que «Le secteur bancaire demeure globalement sain» pour accompagner la dynamique. A cet égard, le FMI soutient «des efforts déployés par Bank Al-Maghrib pour renforcer la supervision, notamment des activités transfrontières en Afrique subsaharienne.

Reste la lutte contre la pauvreté, le chômage et les inégalités. Sans oublier l'accès aux infrastructures de base, en particulier la santé et l'enseignement. □

A.G

Assurance contre les chocs extérieurs

CROISSANCE molle en Europe, regain de volatilité sur les marchés financiers et flambée des cours du pétrole sous l'effet des tensions géopolitiques, tels sont les aléas que couvre la Ligne de précaution et de liquidité (LPL). «Cette ligne est accordée aux dont les fondamentaux macro-économiques sont sains», souligne Jean-François Dauphin qui vient de conduire une délégation du FMI au Maroc. Mais pour renforcer la croissance et développer l'emploi, il est indispensable de poursuivre les réformes structurelles engagées pour améliorer le climat des affaires, le système judiciaire, l'accès au système financier et le marché du travail. □

D'emblée, Dauphin souligne «la solidité des fondamentaux macro-économiques qui, conjugués à la mise en œuvre de politiques volontaristes ont contribué à stabiliser l'économie». Ceci, malgré les chocs extérieurs notamment la déprime en zone euro et les turbulences géopoliti-

l'année et les réserves de change s'améliorent. C'est l'effet de la hausse des exportations des secteurs émergents. Mais aussi l'impact conjugué de la contraction de la facture énergétique. De même, Le déficit budgétaire se réduit depuis son pic de 2012. Et la dette publique reste